

68e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Recommandation à l'intention du Conseil

2013/2034(INI) - 05/06/2013 - Rapport déposé de la commission, lecture unique

La commission des affaires étrangères a adopté à l'unanimité le rapport d'initiative d'Alexander Graf LAMBSDORFF (ADLE, DE) contenant une proposition de recommandation du Parlement européen à l'intention du Conseil sur la 68e session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Rappelant le fait que la mondialisation et le morcellement des politiques mondiales ont tendance à créer de nouvelles complexités dans les relations internationales, les députés adressent au Conseil les recommandations suivantes :

L'UE en tant qu'acteur mondial : les députés demandent que l'on garantisse la **cohérence et la visibilité permanentes de l'UE en tant qu'acteur mondial au sein de l'ONU**. Á cet effet, ils demandent que l'on renforce la capacité de l'Union à mener des actions coordonnées rapides et complètes sur la scène internationale.

L'UE et la gouvernance mondiale : les députés demandent que l'on renforce la coopération avec les partenaires afin de faire de l'ONU **une organisation plus efficace et plus cohérente pour le XXIe siècle**. Ils encouragent une **réforme complète et consensuelle du Conseil de sécurité des Nations unies** et attendent une proposition concrète sur la manière d'obtenir, comme objectif central à long terme de l'Union, **un siège commun pour l'UE au sein d'un Conseil de sécurité élargi**. Une fois de plus, ils demandent que l'on élabore une position commune des États membres à cette fin.

Paix et sécurité : les députés demandent que l'on promeuve l'intégration d'une perspective de consolidation de la paix dans les opérations de maintien de la paix et que l'on resserre la coordination entre les opérations de maintien de la paix et les acteurs du développement et les équipes de pays des Nations unies. Des coopérations sont également souhaitées avec d'autres organisations régionales comme l'OTAN, l'OSCE, l'ANASE, la Ligue arabe, etc. pour la prévention des conflits. D'une manière générale, les députés demandent que l'on fasse de la «**responsabilité de protéger**» une nouvelle norme du droit international, dans le plein respect du droit humanitaire international et des recommandations du Parlement européen.

Parallèlement, les députés appellent toutes les parties à un conflit armé, les acteurs étatiques et non étatiques participant directement ou indirectement à un conflit armé, à respecter pleinement leurs obligations en matière de droit international. Ils évoquent dans la foulée **la question de la Syrie** et appellent les partenaires multilatéraux et bilatéraux à exercer une pression plus forte et plus efficace en vue de mettre un terme immédiat aux violences dans ce pays. Ils en appellent aux États-Unis, à la Turquie et à la Ligue des États arabes pour faire pression sur le gouvernement syrien et sur toutes les parties impliquées dans la crise.

De même, ils en appellent à une **solution politique au conflit au Mali** et encouragent une transition démocratique par la consolidation des institutions de transition, en encourageant- y compris par la médiation- le dialogue national inclusif et la réconciliation.

Droits de l'homme, démocratie et état de droit : les députés demandent un renforcement des efforts internationaux afin de garantir que tous les droits de l'homme reconnus par des conventions de l'ONU soient jugés **universels, indissociables, interdépendants et intimement liés** et que leur respect soit effectif. Ils s'opposent aux tentatives visant à affaiblir le droit humanitaire dans la lutte contre le terrorisme et appellent à l'intégration des droits de l'homme, y compris des libertés numériques, dans tous les travaux

de l'ONU. Les députés font ensuite la liste des droits humains qu'il convient de respecter et évoquent en particulier la liberté de la presse et des médias, le respect de la CPI, la lutte contre la corruption et le respect de la société civile.

Développement durable : les députés demandent une fois encore que l'on renforce la cohérence des politiques pour le développement et que l'on renforce la lutte contre la pauvreté. Des recommandations spécifiques sont réclamées pour lutter contre les crises alimentaires à répétition qui affectent la région du Sahel et la Corne de Afrique. Ils demandent encore : i) le respect de l'engagement international de consacrer 0,7% des revenus nationaux brut des États membres à l'aide au développement; ii) la promotion de l'accès de tous à l'eau ainsi qu'à des services énergétiques peu coûteux et durables ; iii) un programme ambitieux d'ODD pour l'après-2015.

Ils demandent enfin le renforcement de la coopération mondiale entre les parlements pour renforcer la gouvernance mondiale et l'amélioration du suivi des recommandations adoptées par le Parlement européen, notamment en invitant le Service européen d'action extérieure à faire rapport chaque année au Parlement sur l'Assemblée générale.